



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la  
réglementation et de la  
sécurité routière**

## **Règlement de consultation**

**Contrat de concession de service public  
relatif aux opérations de dépannage, de remorquage, et de mise  
en fourrière des véhicules sur le réseau routier et autoroutier  
national non concédé  
de l'Essonne**

**Date limite de dépôt et de réception des dossiers  
de candidature et des offres :**

**30 septembre 2025 à 12h00.**

**Tout pli reçu hors délai sera rejeté**

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse  
suivante :

**<https://www.marches-publics.gouv.fr>**

Préfecture de l'Essonne – Boulevard de France Georges Pompidou – 91010 EVRY-COURCOURONNES  
CEDEX – – [www.essonne.gouv.fr](http://www.essonne.gouv.fr) Tél. : 01.69.91.91.91

## **SOMMAIRE**

- Article 1 :** Objet de la consultation
- Article 2 :** Forme de la consultation
- Article 3 :** Caractéristiques principales
- Article 4 :** Financement des installations et rémunération du titulaire
- Article 5 :** Répartition par lot
- Article 6 :** Durée du contrat de concession de service public
- Article 7 :** Lieu d'exécution
- Article 8 :** Contenu du dossier de présentation
- Article 9 :** Modification de détails au dossier de présentation
- Article 10 :** Présentation des candidatures et des offres
- Article 11 :** Critères de recevabilité des candidatures
- Article 12 :** Critères d'appréciation des offres
- Article 13 :** Choix des titulaires et signataires des contrats
- Article 14 :** Modalités de remise de candidatures et des offres
- Article 15 :** Délai de validité des offres
- Article 16 :** Renseignements complémentaires

## **Règlement de consultation**

Contrat de concession de service public pour le dépannage, le remorquage, et la mise en fourrière des véhicules sur le réseau routier et autoroutier national non concédé de l'Essonne

### **AUTORITÉ CONCÉDANTE :**

#### **État – Madame la Préfète de l'Essonne,**

Cité Administrative – Préfecture  
Boulevard de France  
91010 ÉVRY-COURCOURONNES CEDEX

● **Personne responsable du suivi de la concession de service public :** Le Directeur de la Réglementation et de la Sécurité Routière, M. GARNIER François

● **Personne habilitée à donner des renseignements administratifs :** Le Chef de Section Réglementation et Sécurité Routière M. MAMOU David [pref-sesr@essonne.gouv.fr](mailto:pref-sesr@essonne.gouv.fr)

● **Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :**

***Par voie électronique :*** sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr> (site désigné sous l'acronyme PLACE).

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la consultation**

La concession de service public pour le dépannage, le remorquage, et la mise en fourrière des véhicules sur le réseau routier et autoroutier national non concédé de l'Essonne a pour objet de confier, pour le compte de l'État, représenté par la Préfète de l'Essonne, autorité responsable, la gestion du service public de dépannage, de remorquage, et de mise en fourrière des véhicules légers ou lourds sur le réseau routier et autoroutier national non concédé de l'Essonne ainsi que les bretelles d'accès gérées par la Direction des Routes de l'Île-de-France (DIRIF).

### **Article 2 : Forme de la consultation**

Le choix du titulaire sera effectué à l'issue d'une mise en concurrence entre les opérateurs intéressés dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

La valeur estimée de la concession est établie selon les modalités prévues à l'article R 3121-1 du Code de la commande publique. Pour cela, il a été demandé aux opérateurs actuellement titulaires de la concession de service public le montant de leur chiffre d'affaires sur la concession en 2023.

Sur la base des données transmises par les détenteurs de la CSP précédente, le montant annuel de chaque lot par entreprise retenue est estimé entre 200 000 euros et 250 000 euros pour les lots dépannage fourrière véhicules légers (lots 1, 3, 5, et 7), et entre 100 000 euros et 125 000 euros pour les lots dépannage fourrière poids lourds (lots 2, 4, 6, et 8).

Il s'agit d'une procédure de passation de contrats dont le montant est supérieur au seuil européen de 5, 538 M€ HT.

Au vu des dossiers de candidature permettant d'apprécier les capacités et aptitudes, tant techniques et professionnelles qu'économiques et financières des candidats, la Préfecture dresse la liste des candidats admis à participer à la suite de la procédure de passation du contrat de concession.

Les offres des candidats figurant sur cette liste seront ensuite ouvertes, analysées et feront l'objet d'un classement en application des critères de jugement des offres mentionnés à l'article 12 du présent règlement.

L'autorité préfectorale se réserve la possibilité de négocier, ou de ne pas négocier, avec un ou plusieurs candidats ayant présenté une offre

Pour garantir la liberté d'accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et le principe de transparence des procédures, la passation du présent contrat fait l'objet d'une publicité sur les sites de PLACE, du JOUE, du BOAMP et [www.LeDépanneurMagazine.com](http://www.LeDépanneurMagazine.com).

### **Article 3 : Caractéristiques principales**

Sélection d'entreprises ou de groupement d'entreprises, qui seront habilités par contrat de concession à effectuer les opérations de dépannage, de remorquage, et de mise en fourrière des véhicules légers et des véhicules lourds sur le réseau routier et autoroutier national non concédé de l'Essonne.

Le service public de dépannage et de remorquage, ainsi que celui de la mise en fourrière font l'objet de la même procédure de passation en raison de la nature de ces services et de l'impérative complémentarité entre eux en vue de l'évacuation rapide des véhicules du réseau de voies expressives défini à l'article 5 du cahier des charges.

Les candidats peuvent répondre seuls ou en groupement d'entreprises. Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour

représenter les autres membres du groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même lot.

#### **Article 4 : Financement des installations et rémunération du titulaire**

Le titulaire assurera le financement des moyens matériels et humains ainsi que l'intégralité des dépenses nécessaires à l'exploitation du service.

La rémunération du titulaire sera déterminée par la facturation faite à l'utilisateur, conformément à la réglementation en vigueur.

Concernant l'activité de dépannage-remorquage, cette rémunération est définie dans le décret n°89-477 du 11 juillet 1989 modifié relatif au dépannage des véhicules sur les autoroutes et routes express, et fixé par arrêté ministériel.

Concernant l'activité de fourrière, la rémunération du titulaire est assurée par le paiement par les usagers des frais afférents à la mise en fourrière, et à la garde du véhicule, dans la limite des tarifs maxima en vigueur concernant les frais de fourrière pour automobiles définis par l'arrêté interministériel du 14 novembre 2001 modifié.

Au titre de la concession de service public 2019-2025, le linéaire de réseau routier concerné sous gestion d'exploitation par la DIRIF est d'environ 112 km. Elle représente aujourd'hui 99,40 km.

En raison de la parution du décret n°2023-43 du 30 janvier 2023 approuvant le 19ème avenant à la convention passée entre l'État et la société Autoroutes Paris Rhin Rhône (APRR), qui a occasionné le transfert d'exploitation d'axe ou de tronçons routiers de la DIRIF vers APRR, le linéaire de la concession de service public a été réduit de 11,7 %.

Sur la base des informations transmises par les concessionnaires de la CSP 2019-2025, le nombre d'interventions, dépannages et mise en fourrières confondues, est de 15 100 VL et 1 150 PL par année sur l'ensemble de la concession, hors circonstances exceptionnelles et avant le transfert d'exploitation suscité.

Sur la base des données transmises par les détenteurs de la CSP précédente, le montant annuel de chaque lot par entreprise retenue est estimé entre 200 000 euros et 250 000 euros pour les lots dépannage fourrière véhicules légers (lots 1, 3, 5, et 7), et entre 100 000 euros et 125 000 euros pour les lots dépannage fourrière poids lourds (lots 2, 4, 6, et 8).

Toutefois, ces informations ne sont données qu'à titre indicatif et non contractuel compte tenu notamment :

- de l'évolution du trafic routier francilien ;
- de l'évolution des secteurs en raison de transfert d'exploitation d'axes ou de tronçons routiers qui pourraient s'opérer au cours de la concession de service public

## **Article 5 : Répartition par lot**

Le réseau routier et autoroutier national non concédé de l'Essonne est divisé en 4 secteurs géographiques d'intervention, définis à l'article 5 du cahier des charges relatif aux opérations de dépannage, de remorquage, et de mise en fourrière des véhicules sur le réseau routier et autoroutier national non concédé de l'Essonne.

Chaque secteur géographique fait l'objet de 2 lots selon le type de véhicules (véhicules légers ou poids lourds). Le nombre total de lots est donc de 8, dénommés et identifiés comme suit :

- Lot 1 ➤ secteur Nord – véhicules légers
- Lot 2 ➤ secteur Nord – poids lourds
- Lot 3 ➤ secteur Sud – véhicules légers
- Lot 4 ➤ secteur Sud – poids lourds
- Lot 5 ➤ secteur Est – véhicules légers
- Lot 6 ➤ secteur Est – poids lourds
- Lot 7 ➤ secteur Ouest – véhicules légers
- Lot 8 ➤ secteur Ouest – poids lourds

Le nombre d'attributaires sur chacun des lots est fixé à 3 maximums.

Pour les lots 1, 3, 5 et 7 il est estimé qu'un titulaire réalise pour chaque lot, en moyenne 3780 interventions VL par an.

Pour les lots 2, 4, 6 et 8 il est estimé qu'un titulaire réalise pour chaque lot, en moyenne 285 interventions PL par an.

Un même candidat peut soumissionner sur un ou plusieurs lots sous réserve du respect des conditions d'intervention mentionnées dans le cahier des charges précité.

## **Article 6 : Durée du contrat de concession de service public**

La concession de service public entre en vigueur à compter de sa date de notification, pour une durée de 6 ans.

## **Article 7 : Lieu d'exécution**

La présente concession de service public concerne le réseau routier et autoroutier national non concédé de l'Essonne tel que défini l'article 5 du cahier des charges.

## **Article 8 : Contenu du dossier de présentation**

Il est composé des pièces suivantes :

- le présent règlement de consultation ;
- annexe 1 : cahier des charges ;
- annexe 2 : mémoire technique type ;
- annexe 3 : tableau des distances correspondant au 1<sup>er</sup> critère ;
- annexe 4 : procédure agrément fourrière ;
- annexe 5 : carte.

Le dossier de consultation peut être :

– Téléchargé par voie électronique via le site de la plateforme PLACE dont l'adresse Internet est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

ou

– ou envoyé sur demande adressée à :

Préfecture de l'Essonne  
Direction de la Réglementation et de la Sécurité Routière  
Section Réglementation et Sécurité Routières  
Boulevard de France Georges POMPIDOU TSA 51101  
91 010 ÉVRY-COURCOURONNES CEDEX

## **Article 9 : Modification de détails au dossier de consultation**

La Préfète de l'Essonne se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **Article 10 : Présentation des candidatures et des offres**

L'autorité concédante conclura le contrat dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

Les dossiers de candidature et d'offre devront être rédigés en français.

Aussi, si certains documents (candidature et offre) sont rédigés dans une autre langue, les candidats ont obligation de joindre pour chacun une traduction en français, conformément aux dispositions de l'article R.3122-18 du Code de la Commande Publique.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3122-5 du Code de la commande publique, la remise des dossiers de soumission se fera exclusivement via la plate-forme des achats de l'État – PLACE – (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 modifié par l'arrêté du 14 avril 2023 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électroniques dans la commande publique et aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

Le dossier devra être remis en version électronique via PLACE (Plateforme des Achats de l'État) selon les modalités décrites en annexe du présent règlement de consultation.

Toute offre remise sur support « papier » ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R. 3122-17 du Code de la commande publique, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées par l'article L. 3124-2 du Code de la commande publique.

Il comprendra dans tous les cas les pièces ci-après.

En cas de réponse sous forme de groupement, la répartition des prestations que chacun des membres s'engage à exécuter sera précisée. L'ensemble des pièces demandées ci-dessous devra être fournies pour chacun des membres du groupement à l'exception de la lettre de candidature (formulaire DC1) établie pour l'ensemble du groupement par le mandataire du groupement.

### **10.1 Dans le dossier dématérialisé A : recevabilité des candidatures**

Il doit impérativement contenir les pièces permettant d'apprécier l'aptitude du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, les pièces permettant de justifier les capacités professionnelles et financières du candidat ainsi que celles permettant le contrôle de la régularité de la situation du candidat au regard de ses obligations sociales et fiscales ; les pièces demandées doivent être fournies, en cas de groupement, pour chacun des membres du groupement :

- Une lettre de candidature sur laquelle il sera précisé dans l'objet de la candidature : concession de service public de dépannage, de remorquage, et de mise en fourrière des véhicules avec indication du ou des lots sur lesquels porte la candidature. En cas de groupement, il faudra indiquer la forme de groupement, les membres du groupement ainsi que le nom de la société mandataire. Elle sera signée par une personne habilitée de chacun des membres du groupement ou accompagnée du



pouvoir donné par chaque co-traitant au mandataire pour la présentation du dossier de candidature ;

- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- la déclaration du candidat présentée sous la forme de l'imprimé DC 2 complétée et signée ;
- le candidat produit à l'appui de sa candidature, une déclaration sur l'honneur conformément au R3123-16 du Code de la commande publique attestant :
  - qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14 ;
  - que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8, sont exacts.

Le candidat produit l'ensemble des documents permettant d'attester cette déclaration.

- l'extrait des bilans et des comptes annuels de résultats ou comptes consolidés sur les trois derniers exercices, ou depuis la création de la structure candidate, si elle est plus récente ;
- une déclaration relative au chiffre d'affaires global en euros Hors Taxe du candidat et au chiffre d'affaires en euros Hors Taxe réalisé dans l'activité concernée par la consultation pour les trois dernières années disponibles ;
- les attestations d'assurances (convention automobile) avec en particulier l'attestation justifiant d'une garantie pour un montant illimité contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le candidat pourrait encourir en raison de son activité professionnelle ;
- les photocopies des permis de conduire de tous les conducteurs de véhicules en poste, ainsi que ceux auxquels le candidat a adressé une promesse d'embauche à effet au plus tard le 1er juillet 2025 ;
- une copie des cartes grises, y compris des véhicules de relevage et autorisations de mise en circulation (cartes blanches) de tous les véhicules dont le candidat dispose au moment du dépôt de la candidature ainsi que, le cas échéant, les bons de commande des véhicules d'intervention qui seront opérationnels à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 ;
- la liste du personnel de l'entreprise avec sa qualification ;
- l'état annuel des certificats reçus (Imprimés NOTI 2) ou à défaut :
  - certificats des administrations fiscales (imprimés n°3666-1 à 3666-4) ;

- certificats des administrations sociales (URSSAF ou Caisse générales, Caisse des congés payés) ;

À titre de règle pratique, il appartient aux candidats de produire dans leurs dossiers de candidature une copie de chacun de ces certificats sur laquelle ils porteront eux-mêmes la mention manuscrite suivante :

*« Je soussigné (nom et qualité du signataire)... agissant au nom de l'Entreprise (Y)..., atteste sur l'honneur que la présente copie est conforme à l'original. » (Date et signature)*

L'attention des candidats est attirée sur le fait que ces attestations devront être impérativement établies au titre de l'année 2023 et/ou 2024 par les administrations concernées. Ils se procurent les documents correspondants auprès des organismes compétents.

- un extrait de casier judiciaire (bulletin n°3) du représentant légal de l'entreprise (de moins de trois mois);
- l'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait original Kbis de moins d'un mois), et le cas échéant l'extrait original Lbis de moins d'un mois ;
- les statuts de l'entreprise ;
- un bail commercial ou un titre de propriété ou tout autre document chaque site proposé prouvant que le candidat dispose de locaux pour la durée du contrat de concession;
- les références pertinentes du candidat au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet de la présente concession et/ou toutes autres références ou éléments susceptibles de démontrer son aptitude à exécuter les prestations objet du contrat de concession de service.

L'ensemble de ces pièces doit être transmis, en cas de groupement, par chacun des membres du groupement.

Une actualisation de ces attestations sociales et fiscales pourra être demandée lors de l'attribution du marché.

Les candidats pourront, le cas échéant, s'inspirer des modèles de formulaires utilisés en matière de marchés publics (DC1, DC2, etc.) qui peuvent être téléchargés sur le site [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat).

Les candidats doivent remplir les conditions administratives pour participer à une concession de service public et satisfaire aux conditions d'agrément prévues au cahier de charges.

## **10.2 Dans le dossier dématérialisé B : appréciation des offres**

L'enveloppe intérieure comprendra (rédaction en langue française uniquement) :

1) Une copie de l'arrêté portant agrément de gardien de fourrière pour l'enlèvement et la garde des véhicules mis en fourrière.

Comme indiqué dans le cahier des charges de la présente consultation, le candidat devra disposer d'un agrément pour chacun des sites d'exploitation proposés. Les sites devront avoir obtenu leur agrément au plus tard au moment de la signature du contrat de concession. Si une demande d'agrément est effectuée, le dossier d'offre, le cas échéant après régularisation, doit comprendre l'ensemble des exigences permettant la délivrance de l'agrément.

En cas de demande d'agrément par un candidat disposant de plusieurs établissements, l'agrément sera examiné et attribué individuellement par site d'implantation.

À noter : À la date de la visite, le dossier de demande d'agrément devra être complet, y compris après demande éventuelle de régularisation. L'agrément doit référencer l'ensemble des sites proposés par le candidat. Tout site proposé par le candidat mais non référencé sur l'agrément de gardien de fourrière entraînera le rejet de l'offre de ce dernier.

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit détenir un agrément et ce pour chaque site proposé. Si l'un des co-traitants n'a pas d'agrément pour le site d'exploitation, la candidature est automatiquement rejetée.

**2) un mémoire technique (annexe 2) conforme au cahier des charges** (VL et/ou PL) élaboré par le candidat explicitant l'offre et les moyens qui seront déployés pour réaliser les prestations, objet de la présente concession, accompagné des pièces justificatives (sauf celles déjà fournies au stade de la candidature).

**Ce mémoire décrira au moins les points suivants :**

➤ la capacité à intervenir rapidement en tout point du secteur. Si une société ou un groupement est candidat sur plusieurs secteurs géographiques, il précisera si l'offre est construite avec une contrainte donnée (exemple : semaine d'astreinte obligatoirement différente par secteur) ou si ses moyens lui permettent de traiter l'ensemble des secteurs demandés sur une semaine donnée.

Pour cela le candidat remplira l'annexe 3 reprenant les distances entre son/ses locaux et les points choisis du secteur.

➤ la performance des moyens mis en œuvre :

Descriptif des moyens humains et matériels mis en œuvre (moyens humains, moyens matériels, surface du terrain et des installations).

Si les moyens matériels et humains décrits sont susceptibles d'être affectés à un autre usage, il conviendra d'indiquer l'ensemble des agréments, conventions, marchés ou autres engagements pris auprès d'autorités publiques, sociétés d'autoroute, constructeur automobile, compagnies d'assurances ainsi que l'éventuelle affectation de ces moyens à une clientèle propre à l'entreprise (dépannage, réparation...). Il décrit comment il s'organise pour garantir la disponibilité des moyens pour le lot ou chacun des lots pour lequel(s) il postule

➤ la qualité de la prestation en faveur du public :

amplitude des jours et horaires d'ouverture au public, description des certifications de normes qualité détenues par l'entreprise, équipements et services mis à disposition de l'utilisateur.

Si un candidat fait une offre sur plusieurs lots, il précisera si celle-ci est construite avec une contrainte donnée (exemple : semaine d'astreinte obligatoirement différente par secteur) ou si ses moyens lui permettent de traiter l'ensemble des secteurs une semaine donnée.

## **Article 11 : Critères de recevabilité des candidatures**

Il s'agit de l'aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, et des capacités professionnelles, techniques, économiques et financières.

Les demandes incomplètes pourront être régularisées par courrier, courriel ou par dépôt à la Préfecture, dans un délai de 7 jours calendaires après la demande de régularisation adressée par l'administration.

## **Article 12 : Critères d'appréciation des offres :**

Les critères d'appréciations des offres sont applicables à l'ensemble des lots.

Des visites sur site seront organisées pour l'appréciation des offres. Elles permettent une vérification de la conformité du dossier présenté par rapport au cahier des charges sus-mentionné. Les visites seront effectuées pour l'ensemble des sites d'exploitation proposés par le candidat dans son offre. Des contrôles restent possibles

tout au long du contrat et toute non-conformité devra être régularisée sous peine de sanctions allant jusqu'à la perte de l'agrément.

Les offres seront appréciées en fonction de critères pondérés, décomposés comme suit :

### **1) Localisation géographique du ou des installations du candidat au regard de la nécessité d'une intervention rapide en tous points du secteur : 40 points**

Ce critère est apprécié en application des principes suivants :

- utilisation exclusive de l'outil internet « Google maps » pour la localisation des adresses des garages (coordonnées GPS du point d'accès à la voirie publique à fournir) et des points identifiés par coordonnées GPS ainsi que pour les calculs de distances ;
- il est demandé à chaque soumissionnaire de remplir le tableau en annexe reprenant la distance entre son/ses dépôts et des points choisis du secteur.

Pour mémoire, chaque site proposé doit impérativement apparaître dans l'agrément fourrière du candidat.

Il sera tenu compte de la distance entre chaque point choisi du secteur et le ou les dépôt(s) proposé(s) par le candidat.

### **2) Moyens mis en œuvre par le candidat pour la présente concession 35 points**

#### **a) pour les lots véhicules légers (lots 1,3,5 et 7) :**

Ce critère est apprécié en application des sous-critères suivants :

*Caractéristiques des 3 dépanneuses (8 points par dépanneuse) :*

L'évaluation portera, pour chaque dépanneuse, sur sa capacité d'enlèvement, la présence ou non d'une grue, l'équipement d'un plateau permettant le chargement des véhicules rabaissés, l'état de propreté et de rangement de la cabine de la dépanneuse, la présence d'absorbant, de cônes K5a, d'extincteurs.

Seront également évalués la présence et le bon fonctionnement des dispositifs lumineux et réfléchissants, ainsi que le bon aspect général extérieur de la dépanneuse.

*Nombre d'équipages opérationnels (4 points) :*

Un équipage s'entend comme un ensemble d'1 chauffeur-mécanicien titulaire du permis correspondant à la catégorie de la dépanneuse (conformément aux dispositions en vigueur depuis le 19 janvier 2013) et d'1 dépanneuse conforme au cahier des charges.

Le candidat précisera dans cette partie, en cas de demande de participation à plusieurs lots, le mode de gestion prévu pour prendre en charge ces différents lots (semaine d'astreinte obligatoirement différente par secteur, moyens permettant de traiter l'ensemble des lots une semaine donnée...).

Si les moyens matériels et humains décrits sont susceptibles d'être affectés à un autre usage, il conviendra d'indiquer l'ensemble des agréments, conventions, marchés ou autres engagements pris auprès d'autorités publiques, sociétés d'autoroute, constructeurs automobiles, compagnies d'assurances ainsi que l'éventuelle affectation de ces moyens à une clientèle propre à l'entreprise (dépannage, réparation...) Il décrit comment il s'organise pour garantir la disponibilité des moyens pour le lot ou chacun des lots pour lequel(s) il postule.

Les justificatifs sont à fournir dans le dossier de réponse du candidat.

*Qualification du personnel (7 points) :*

L'évaluation portera sur le nombre de personnels titulaires d'un CAP en mécanique automobile, en maintenance des véhicules particuliers ou justifiant de 3 ans d'expérience en mécanique dépannage.

Le nombre de personnels titulaires d'une habilitation électrique sera également évalué.

**b) pour les lots véhicules lourds (lots 2,4,6,et 8) :**

Ce critère est apprécié en application des sous-critères suivants :

*Caractéristiques de la dépanneuse poids lourds (7 points) :*

L'évaluation portera sur la présence ou non d'un moyen de relevage sur le véhicule, la présence d'un dispositif d'éclairage, la capacité du treuil, l'état de propreté et de rangement de la cabine de la dépanneuse, la présence d'absorbant, de cônes K5a, d'extincteurs.

Seront également évalués la présence et le bon fonctionnement des dispositifs lumineux et réfléchissants, ainsi que le bon aspect général extérieur de la dépanneuse.

*Caractéristiques du camion atelier poids lourds (6 points) :*

L'évaluation portera sur la présence d'un dispositif d'éclairage, l'état de propreté et de rangement de la cabine du véhicule, la présence dans le véhicule d'une machine à pneus, la présence d'absorbant, de cônes K5a, d'extincteurs.

Seront également évalués la présence et le bon fonctionnement des dispositifs lumineux et réfléchissants, ainsi que le bon aspect général extérieur du véhicule.

*Caractéristiques de l'engin de relevage (6 points) :*

L'évaluation portera notamment sur la présence continue de l'engin au sein du site du candidat, sur la disponibilité, sur la qualité de l'accastillage, et sur sa capacité de relevage.

*Caractéristiques des matériels complémentaires (12 points soit 2 points par type d'engin) :*

L'évaluation portera notamment sur la disponibilité immédiate des matériels suivants : porte-char, tracteur routier, mini-pelle, camion crapaud, camion benne, et balayeuse.

*Nombre d'équipages opérationnels (2 points) :*

Un équipage s'entend comme un ensemble d'1 chauffeur-mécanicien titulaire du permis correspondant à la catégorie de la dépanneuse (conformément aux dispositions en vigueur depuis le 19 janvier 2013) et d'1 dépanneuse conforme au cahier des charges.

Le candidat précisera notamment dans cette partie, en cas de demande de participation à plusieurs lots, le mode de gestion prévu pour prendre en charge de ces différents lots (semaine d'astreinte obligatoirement différente par secteur, moyens permettant de traiter l'ensemble des lots une semaine donnée...).

Si les moyens matériels et humains décrits sont susceptibles d'être affectés à un autre usage, il conviendra d'indiquer l'ensemble des agréments, conventions, marchés ou autres engagements pris auprès d'autorités publiques, sociétés d'autoroute, constructeurs automobiles, compagnies d'assurances ainsi que l'éventuelle affectation de ces moyens à une clientèle propre à l'entreprise (dépannage, réparation...). Il décrit comment il s'organise pour garantir la disponibilité des moyens pour le lot ou chacun des lots pour lequel(s) il postule.

Les justificatifs sont à fournir dans le dossier de réponse du candidat.

*Qualification du personnel (2 points) :*

L'évaluation portera sur le nombre de personnels titulaires d'un CAP en mécanique automobile, en maintenance des véhicules particuliers ou justifiant de 3 ans d'expérience en mécanique dépannage.

**3) Caractéristiques du site (17 points) :**

Ce critère est apprécié en application des sous-critères suivants :

**a) pour les lots véhicules légers (lots 1,3,5, et 7) :**

### *Installations (8 points) :*

L'évaluation portera notamment sur la facilité d'identification de la structure depuis l'extérieur, l'existence d'un accueil de nuit avec local autonome et indépendant de l'atelier, ne nécessitant pas la présence permanente du dépanneur sur site lorsque des usagers sont en attente la qualité des équipements des espaces techniques, de l'atelier, et des aires de stockage des véhicules.

Seront également évalués, la présence de mobilier en bon état (sans dégradation apparente) permettant l'accueil et l'attente du public, la présence d'au moins un équipement de confort supplémentaire en état de fonctionnement, un accès à un wifi gratuit, la présence de sanitaires en zone d'accueil clientèle et son état de propreté.

Enfin, la superficie du site de stockage sera évaluée.

Pour les lots poids lourds uniquement, la qualité des équipements d'accueil des chauffeurs sera également évaluée (2 points).

### *Organisation générale (4 points) :*

L'évaluation portera notamment sur l'existence de fiches d'appel et d'intervention, de consignes écrites pour les employés, des tenues de travail adaptées, de la présence du binôme chauffeur / dépanneuse au même endroit lors des permanences.

### *Certifications (1 point) :*

L'évaluation portera notamment sur les différents types de certification détenus par le candidat (type AFNOR NF X 50-840, Qualicert certification dépanneur remorqueur ou équivalent, certification AFNOR NF X 50-841 ou équivalent, certification atelier par organisme agréé ou constructeur...).

Les justificatifs sont à fournir dans le dossier de réponse du candidat.

### *Gestion environnementale (2 points) :*

L'évaluation portera sur la justification de la récupération, de l'évacuation et du traitement des déchets et polluants, par la présentation des justificatifs de suivi des déchets industriels, et sur le stockage des véhicules (existence d'une dalle étanche pour la dépose de véhicules polluants).

### *Traitement véhicule électrique (2 points) :*

L'évaluation portera sur la présence d'équipement pour les véhicules électriques incendiés, et la présence d'au moins une borne de recharge.

### **b) pour les lots véhicules lourds (lots 2,4,6,et 8) :**



### *Installations (8 points) :*

L'évaluation portera notamment sur la facilité d'identification de la structure depuis l'extérieur, l'existence d'un accueil de nuit avec local autonome et indépendant de l'atelier, ne nécessitant pas la présence permanente du dépanneur sur site lorsque des usagers sont en attente la qualité des équipements des espaces techniques, de l'atelier, et des aires de stockage des véhicules.

Seront également évalués, la présence de mobilier en bon état (sans dégradation apparente) permettant l'accueil et l'attente du public, la présence d'au moins un équipement de confort supplémentaire en état de fonctionnement, un accès à un wifi gratuit, la présence de sanitaires en zone d'accueil clientèle et son état de propreté.

Enfin, la superficie du site de stockage sera évaluée.

La qualité des équipements d'accueil des chauffeurs sera également évaluée (2 points).

### *Organisation générale (4 points) :*

L'évaluation portera notamment sur l'existence de fiches d'appel et d'intervention, de consignes écrites pour les employés, des tenues de travail adaptées, de la présence du binôme chauffeur / dépanneuse au même endroit lors des permanences.

### *Certifications (1 point) :*

L'évaluation portera notamment sur les différents types de certification détenus par le candidat (type AFNOR NF X 50-840, Qualicert certification dépanneur remorqueur ou équivalent, certification AFNOR NF X 50-841 ou équivalent, certification atelier par organisme agréé ou constructeur...).

Les justificatifs sont à fournir dans le dossier de réponse du candidat.

### *Gestion environnementale (2 points) :*

L'évaluation portera sur la justification de la récupération, de l'évacuation et du traitement des déchets et polluants, par la présentation des justificatifs de suivi des déchets industriels, et sur le stockage des véhicules (existence d'une dalle étanche pour la dépose de véhicules polluants).

### **4) : Tarifications (8 points) :**

Concernant le dépannage des VL seront pris en compte :

- les niveaux de tarifs de l'entreprise (prix au km de remorquage VL hors forfait),
- la facturation du gardiennage à partir du jour 1 et du jour 5 (ou plus),

- les tarifs relatifs à la mise en fourrière VL dans la limite du plafond réglementé.

Concernant le dépannage PL seront pris en compte :

- les niveaux de tarifs de l'entreprise : prix au kilomètre du remorquage d'un PL de 44T, et prix de l'heure de main d'œuvre dépannage PL.
- la facturation du gardiennage à partir du jour 1 et du jour 5 (ou plus),
- les tarifs relatifs à la mise en fourrière PL dans la limite du plafond réglementé.

Tous ces tarifs doivent être présents dans le mémoire technique.

### **Article 13 : Choix du titulaire et signataire des contrats**

Afin de procéder à l'examen des conditions et d'apprécier les offres, des visites des sites figurants dans les offres des candidats seront effectuées, les candidats seront avisés des visites au plus tard 24 h avant par mail.

Les visites sur site n'excéderont pas une demi-journée. Elles permettront de vérifier les informations transmises dans le dossier (toute non-conformité avec les documents transmis pourra entraîner une irrégularité de l'offre).

Elles permettront également de juger les offres.

À l'issue de l'analyse des offres, l'autorité préfectorale se réserve la possibilité de négocier, ou de ne pas négocier, avec un ou plusieurs candidats ayant présenté une offre, conformément aux articles L3124-1 R. 3124-1 du Code de la commande publique.

Au terme de la procédure d'analyse et, le cas échéant, de la négociation, l'autorité préfectorale procédera au choix de l'entreprise ou du groupement.

### **Article 14 : Modalité de remises des candidatures et des offres**

Les candidats doivent adresser leur offre par transmission électronique

**Chaque soumissionnaire pourra donc déposer un maximum de 8 enveloppes B « offre » (8 lots correspondant aux 4 secteurs multipliés par 2 types de véhicules).**

#### ***Par voie électronique***

Les candidats transmettront leur réponse électronique dans un pli comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre à la dernière minute et de s'être assuré, par un test préalable, qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement du portail électronique.

Le candidat qui transmet son offre via le portail électronique peut, s'il le désire, envoyer une copie de sauvegarde.

Cette copie de sauvegarde doit respecter les modalités de présentation des candidatures et des offres et parvenir à l'adresse indiquée ci-après avant la date et l'heure.

**Copie de sauvegarde pour :**  
**DRSR/SESR/CONCESSION 2025**

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat (\*)

**« NE PAS OUVRIR »**

Préfecture de l'Essonne  
Direction de la Réglementation et de la Sécurité Routière  
Section Réglementation et Sécurité Routières  
Boulevard de France Georges Pompidou TSA 51101  
91010 ÉVRY-COURCOURONNES CEDEX.

(\*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

La copie de sauvegarde devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse ci-dessus ou remise contre récépissé.

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

L'envoi des documents sur une boîte mail d'un contact de la Préfecture de l'Essonne indiquée dans les documents de la consultation n'est pas autorisé.

La transmission des dossiers devra être effectuée **avant le 30/09/2025 à 12h00.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les plis transmis par voie dématérialisée sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt susmentionnées sera considéré comme remis hors délais. Il ne sera pas ouvert et déclaré irrecevable.

Si plusieurs plis électroniques sont successivement transmis par un même candidat, seul est ouvert le dernier pli reçu.

Les formats compatibles avec le système informatique de la Préfecture de l'Essonne sont les suivants :

.docx, .xlsx, .pptx, .pdf, .odt, .ods

Le candidat est invité à ne pas utiliser de fichiers : exécutables « exe », contenant des macros.

Les candidats s'assurent avant l'envoi de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre doit préalablement être traité par un anti-virus.

Si un virus était détecté, la copie de sauvegarde transmise le cas échéant sera ouverte. En cas d'absence de copie de sauvegarde ou lorsque cette même copie de sauvegarde transmise sur support physique électronique contient un virus, le pli est écarté conformément à l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, et le candidat en est averti.

#### **Article 15 : Délais de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

#### **Article 16 : Renseignements complémentaires**

La préfecture de l'Essonne se tient à la disposition des candidats pour leur fournir tout renseignement utile à la présentation de leur candidature, pour autant que la demande de renseignement soit exprimée au minimum 8 jours avant la date limite de réception des dossiers.

Les demandes de renseignements administratifs et techniques sont à formuler exclusivement sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plateforme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard avant la date limite de remise des offres.

#### **Article 17 : Procédure de recours**

En cas de manquement par la préfecture de l'Essonne aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles est soumise la passation du contrat de concession,

les personnes susceptibles d'être lésées par ce manquement et ayant intérêt à conclure ce contrat, peuvent exercer les recours suivants :

- avant la conclusion du contrat (référé pré-contractuel) article L551-1 du code de justice administrative ;
- un référé contractuel, dans les délais prévus par l'article R. 551-7 du code de justice administrative
- Un recours en contestation de la validité du contrat
- Dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne). Ce recours peut être assorti, le cas échéant, d'une demande de référé-suspension (article L.521-1 du Code de justice administrative).

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est : Le Tribunal Administratif de Versailles.

Tribunal administratif de Versailles

56, avenue de Saint Cloud

78 011 Versailles

Courrier électronique (e-mail): [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)

Téléphone : +33 139205400

Fax : +33 139205487

## **ANNEXE 1**

### **MODALITÉS DE LA CONSULTATION DÉMATÉRIALISÉE**

La présente consultation est passée en application du Code de la commande publique et de l'arrêté d'application du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Dans les pages suivantes, il est fait référence à la plate-forme des achats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

La PLACE est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Les soumissionnaires ont la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le dossier de consultation des entreprises, poser des questions à son propos, déposer leur offre et être tenus informés des rejets éventuels.

Les soumissionnaires se réfèrent aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponible sur la PLACE pour toute action sur ledit site. Un manuel d'utilisation y est également disponible afin de faciliter le maniement de la plate-forme.

#### **I. Certification et signature électronique**

Les attributaires de l'accord-cadre peuvent signer leurs offres électroniquement.

##### A. Les exigences relatives aux certificats de signature électronique du signataire

Le certificat de signature électronique (CSE) du signataire doit respecter au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : Certificat émis par une autorité de certification « reconnue »

Le certificat de signature est émis par une autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- si l'autorité est française : sur le portail de la direction générale de la modernisation de l'État à l'adresse <http://references.modernisation.gouv.fr/fr> (Rubrique « autour du RGS » en bas à droite, onglet « référencement RGS » puis « liste des offres référencées » )
- si l'autorité se trouve dans un autre État membre de l'Union européenne : sur le site de la commission européenne à l'adresse suivante :  
[https://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/trusted-list/tl-mp.xml](https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-mp.xml) (au format XML)  
[https://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf](https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf) (au format PDF).

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2e cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le soumissionnaire transmet au pouvoir adjudicateur les éléments permettant de vérifier que le certificat présente un niveau de sécurité équivalent ou supérieur au niveau \*\* du RGS et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par le pouvoir adjudicateur. Ces éléments doivent être fournis en langue française.

Tout certificat ne présentant pas des normes de sécurité équivalentes ou supérieures n'est pas pris en compte.

Justificatifs de conformité à produire :

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...).
- Le soumissionnaire fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation.
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

## B. Outils de signature utilisé pour signer les fichiers

Les soumissionnaires utilisent l'outil de signature de son choix.

1er cas : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la Place

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

2e cas : Lorsque le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

1. Produire des formats de signature PKCS7, XAdES, CAdES ou PAdES.
2. Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- Le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée.
- Le mode de vérification alternatif (exemple : un contact technique à joindre) en cas d'installation impossible pour le pouvoir adjudicateur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

## **II. Dépôt de l'offre**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout pli qui parvient au-delà du délai mentionné supra est considéré comme hors délai.

Un message indique aux soumissionnaires que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique précisant la date et l'heure de réception. L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie aux soumissionnaires que leur réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur.

## **III. Format des fichiers**

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la pouvoir adjudicateur, le soumissionnaire dispose du logiciel Zip.

Les soumissionnaires signent préalablement les pièces constituant leur dossier avant la constitution du dossier zippé.

Les soumissionnaires sont invités à :

- utiliser les formats de type « .doc », « .xls », « .pdf » ;
- à ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe » ;
- à ne pas utiliser certains outils, notamment les macros.

Dans le cas d'un fichier incompatible avec les logiciels du pouvoir adjudicateur, ce dernier se réserve le droit de demander aux soumissionnaires l'envoi du document par tout moyen à sa convenance dans un délai de quarante-huit heures (48 h) suivant la demande du pouvoir adjudicateur.

## **IV. Anti-virus**

Les soumissionnaires s'assurent avant de soumettre leur candidature et leurs offres que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre doit être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus.

Si un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur dans un fichier transmis par voie électronique ou dans une copie de sauvegarde ouverte régulièrement, le fichier peut être réparé.



Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres et les candidatures transmises par voie électronique dans lesquelles un virus est détecté, ne font pas l'objet d'une réparation. Dans ce cas, la copie de sauvegarde est ouverte. Une fois la réparation réussie, la procédure peut suivre son cours.

Si le fichier ne peut être réparé, le pouvoir adjudicateur doit considérer ce document comme nul ou incomplet. Le soumissionnaire en est informé conformément à la législation en vigueur.

## **V. Copie de sauvegarde**

Les soumissionnaires transmettent au pouvoir adjudicateur une copie de sauvegarde de leur candidature et leurs offres dans un support physique électronique, type clé USB, dans le même délai imparti pour la consultation.

La copie de sauvegarde est transmise sous pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde » et le libellé de la consultation.

Si un virus est détecté sur les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ou si elles ne sont pas parvenues au pouvoir adjudicateur dans le délai imposé ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

## **VI. Remarques complémentaires**

Les avis d'appels publics à la concurrence en ligne sont consultables librement sans aucune contrainte d'identification.

Le pouvoir adjudicateur s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne.

Ces mêmes documents sont disponibles imprimés sur papier et conservés dans les locaux du service marchés du pouvoir adjudicateur et dans ce cas sont les seuls faisant foi sous cette forme.

Les soumissionnaires sont vivement invités à parcourir l'ensemble des documents disponibles sur le site :

- manuel d'utilisation ;
- conditions générales d'utilisation ;
- prérequis techniques.

Ces documents, décrivant l'utilisation du site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), font partie intégrante du règlement de consultation.